

AVEC L'EXÉCUTION DE SEPT FEMMES EN UN
MOIS, RAÏSSI A ÉTABLI UN SEXTUPLE RECORD

DÉCEMBRE
2021

RAPPORT
MENSUEL

7



COMMISSION DES FEMMES DU CNRI

Avec l'exécution de sept femmes en un mois, Raïssi a établi un sextuple record

Les exécutions de femmes ont connu une [augmentation choquante](#) à la fin de 2021. Entre le 22 novembre et le 21 décembre, le régime clérical a pendu au moins 39 personnes, dont sept femmes, dans différentes prisons d'Iran.

En décembre, le régime clérical s'est lancé dans une nouvelle vague d'arrestations, de condamnations et de pressions accrues sur les militantes civiles et les prisonnières politiques.

L'escalade constante de la violence à l'égard des femmes, [encouragée par l'État](#), a entraîné une augmentation drastique de la [violence domestique](#), notamment des crimes d'honneur et des meurtres de conjointes.

En décembre, parmi les autres nouvelles choquantes, citons le terrible l'enregistrement en neuf mois de mariages de 18 fillettes âgées de 5 à 9 ans et de 2405 fillettes âgées de 10 à 14 ans dans la province de Sistan-Baloutchistan, dans le sud-est de l'Iran. [Le mariage précoce forcé](#) est un phénomène qui découle de la pauvreté généralisée dans cette province. Bien entendu, les autres provinces ne s'en sortent pas mieux.

Alors que les femmes et la société iraniennes sont aux prises avec la [pauvreté](#) et les privations, le régime clérical a mobilisé toutes ses forces pour mettre en œuvre son plan de croissance démographique, promouvoir les mariages précoces et infantiles et faire appliquer [les lois sur le hijab obligatoire](#) dans les administrations, ce qui constitue une priorité absolue de son programme.

Ce rapport mensuel fait le point sur l'augmentation des exécutions de femmes et sur l'intensification de la violence à l'égard des femmes, encouragée par l'État, pour imposer le voile obligatoire.

Exécution de la moitié de la moyenne annuelle en un mois

Les sept pendaisons de femmes en Iran en 30 jours méritent d'être signalées. Depuis 2013, le nombre moyen de femmes exécutées est de 15 par an dans ce pays. Le nombre de femmes pendues en Iran du 22 novembre au 21 décembre représente la moitié du nombre moyen.

Le régime iranien a [exécuté](#) quelque 360 personnes en 2021, contre 255 en 2020.

Les 100 exécutions supplémentaires au cours de l'année et les exécutions de 7 femmes en un mois sont les résultats de la présidence [d'Ebrahim Raïssi](#). Le président du régime est connu comme "le boucher de Téhéran" pour son rôle direct dans le [massacre de 30 000](#) prisonniers politiques en quelques mois en 1988.

En nommant un meurtrier de masse, [Ebrahim Raïssi](#), comme président, le guide suprême des mollahs, Ali Khamenei, avait prévu de renforcer la répression intérieure, d'intensifier les arrestations et les exécutions et d'augmenter la pression sur les prisonniers politiques.

Les femmes exécutées

Quatre des sept femmes pendues au cours du mois dernier n'ont pas été identifiées.

Les autorités de la prison centrale de Yassoudj ont exécuté la [peine capitale d'un couple](#) le 23 novembre 2021, pour homicide.

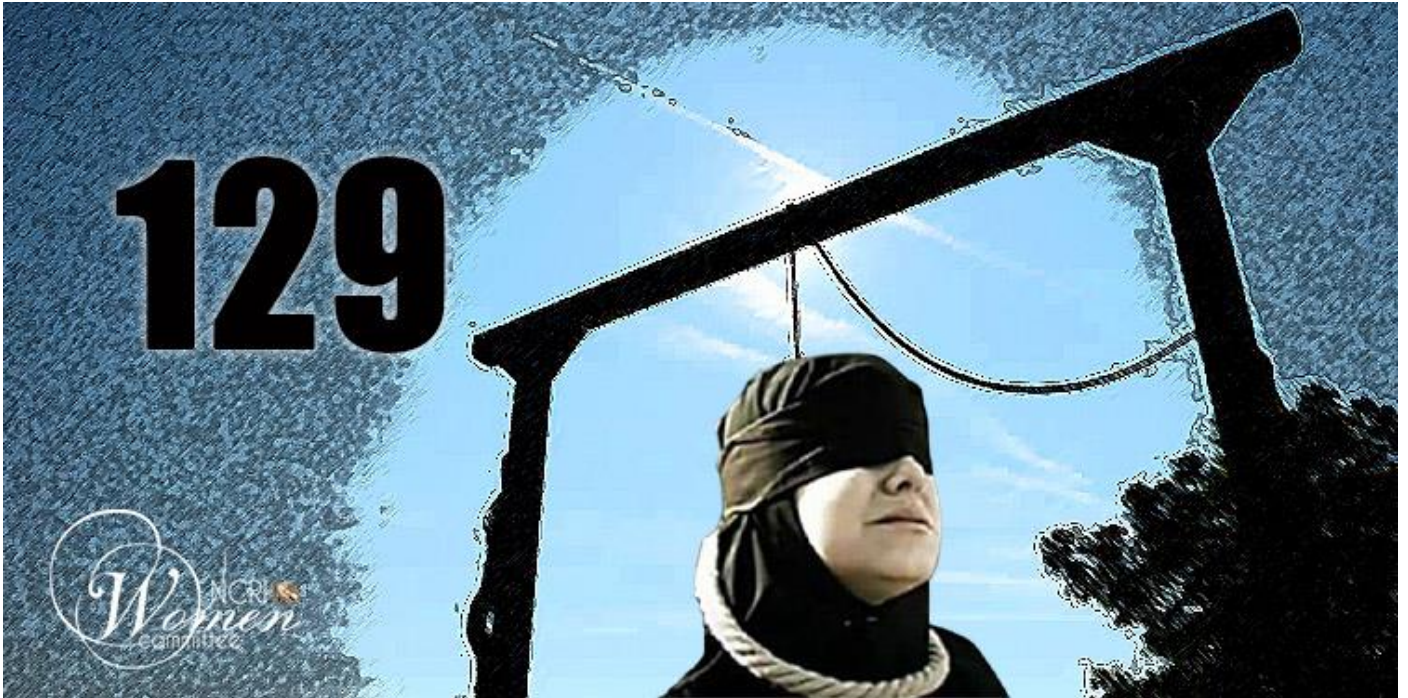
[Maryam Khakpour](#), 41 ans, a été pendue le 25 novembre à la prison de Dastguerd, à Ispahan, pour des accusations liées à la drogue. Elle avait à plusieurs reprises clamé son innocence en affirmant que la drogue appartenait à son mari, condamné, lui, à 18 ans de prison.

Un amendement de 2017 à la loi du régime iranien limite strictement le recours à la peine de mort pour les infractions liées à la drogue. Les exécutions pour des accusations liées à la drogue se sont néanmoins poursuivies.

Le 9 décembre 2021, six détenus, dont trois [femmes non identifiées](#), ont été pendus à la prison centrale de Kerman.

[Massoumeh Zarei](#), 40 ans, a été pendue à la prison d'Amol à l'aube du 14 décembre 2021. Massoumeh était victime de violences domestiques. Elle avait une fille de 21 ans et était en prison depuis sept ans pour le meurtre de son mari, un toxicomane qui la battait souvent et ne consentait pas au divorce.

[Fateme Aslani](#) a été pendue le 19 décembre 2021 à la prison de Dastguerd à Ispahan pour le meurtre de son mari. Elle était dans le couloir de la mort depuis neuf ans, bien qu'elle n'ait cessé de crier son innocence.



Non à la complaisance avec les meurtriers des femmes iraniennes

Le régime iranien, principal bourreau de femmes au monde

Bien sûr, le nombre réel d'exécutions par le régime doit être considéré comme plus élevé que les chiffres obtenus par la Résistance iranienne et d'autres groupes de défense des droits de l'homme. Le régime clérical exécute de nombreuses personnes en secret et loin des yeux du public. L'exécution est l'un des principaux outils de gouvernement des mollahs.

Face au mécontentement croissant de la société, le régime clérical inhumain a trouvé le seul moyen de préserver son pouvoir en [intensifiant les exécutions](#), la torture et la répression.

La Résistance iranienne a demandé à plusieurs reprises au Conseil de sécurité de l'ONU, au Secrétaire général de l'ONU, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU et à sa Haute-Commissaire, ainsi qu'à l'Union européenne et à ses États membres, de condamner fermement le nombre croissant d'exécutions en Iran et de prendre des [mesures immédiates](#) pour sauver les prisonniers dans le couloir de la mort. Avec la recrudescence des exécutions ce mois-ci, cet impératif devient encore plus urgent.

La commission des femmes du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) croit sincèrement que les femmes sont la force du changement. Elle exhorte tous les défenseurs et militants des droits des femmes dans le monde à jouer un rôle actif concernant le sort de leurs sœurs en Iran et à contribuer à mettre fin aux exécutions de femmes dans ce pays.

Les femmes doivent demander instamment à leur gouvernement de subordonner toutes les relations économiques et politiques avec Téhéran à l'arrêt des exécutions, en particulier celles des femmes et de la torture.

Elles doivent demander instamment à leurs gouvernements de soumettre au Conseil de sécurité des Nations unies le dossier des violations des droits de l'homme commises par le régime clérical. L'ONU et ses États membres devraient créer un tribunal international afin que les dirigeants du régime iranien, en particulier son guide suprême Ali Khamenei, son président [Ebrahim Raïssi](#), son chef du pouvoir judiciaire Gholam-Hossein Mohseni Eje'i et son président du Parlement Mohammad Baqer Ghalibaf, soient tenus [responsables](#) de quatre décennies de crimes contre l'humanité et de génocide.

Les femmes éprises de liberté du monde ne doivent pas supporter que leurs gouvernements négocient et serrent la main d'un régime meurtrier, sans parler de chercher à lui complaire.

Les femmes d'Iran se tournent vers leurs sœurs du monde entier pour qu'elles les soutiennent dans leur lutte tortueuse pour la liberté et l'égalité.

Des restrictions plus strictes des lois sur le hijab en tête du programme du gouvernement Raïssi

Tout au long du mois de décembre, les différentes agences du régime clérical ont pris des mesures visant à imposer de nouvelles restrictions aux femmes en renforçant les règles relatives au [hijab obligatoire](#).

Gholam-Ali Safa'i Boushehri, un mollah représentant Khamenei à Bouchehr, a déclaré : "Les règles sur le hijab et la chasteté doivent être appliquées à Bouchehr, notamment sur la plage, à titre d'exemple. Ensuite, les règles doivent être appliquées dans d'autres villes de la province." Il a ajouté qu'une "garnison culturelle" avait commencé son travail sur le voile et la chasteté en coopération avec d'autres agences gouvernementales, policières et culturelles.



"L'objectif de la garnison est de faire respecter la loi. Il existe des lois sur le voile et la chasteté, et tout le monde doit s'impliquer", a déclaré Safa'i Boushehri. (Le journal d'État Mostaghel - 16 décembre 2021).

Un groupe d'étudiants d'un séminaire de Oom a déposé une plainte contre 15 actrices iraniennes qui ne respectent pas les règles du voile et publient des photos sur leurs comptes virtuels sans porter le voile. Le chef de la police de Téhéran, Hossein Rahimi, a également déclaré qu'ils avaient adressé des avertissements à certaines personnes à cet égard.

L'agence de presse Fars affiliée aux pasdarans, a lancé le 24 décembre 2021 une campagne appelant à interdire la présence des médecins masculins auprès de leurs clientes lors des accouchements et des opérations chirurgicales.

Saïd Ghazanfari est le directeur général du cimetière de Behecht-e Zahra. Il a annoncé l'interdiction d'afficher les photos de femmes décédées sans voile sur les tombes. Il a ajouté que la sécurité de Behecht-e Zahra empêcherait de graver des images "non conventionnelles" sur les pierres tombales.

À la suite de ces annonces et mesures, Ebrahim Raïssi a ordonné aux fonctionnaires du gouvernement, le 26 décembre, d'appliquer la ratification du Conseil suprême de la révolution culturelle concernant le hijab et la chasteté. Il a souligné que les autorités ne devaient pas perdre "même un seul jour".

Par la suite, Ensieh Khaz'ali, adjointe aux femmes et aux affaires familiales, s'est rendue à Qom le 30 décembre. Lors d'une réunion avec des représentantes des femmes de cette province, elle a déclaré : "Nous avons de nombreuses lois sur le voile. Malheureusement, nous ne les avons pas appliquées à ce jour. Par conséquent, le gouvernement va s'impliquer de manière décisive pour faire appliquer ces lois."

Elle a souligné que le fait de ne pas "redresser" l'espace virtuel pouvait être "mortel". Elle a ajouté : "Nous devons prendre les armes dans le domaine culturel pour transmettre notre véritable identité islamique aux jeunes."

Avant elle, la cyberpolice (FATA) avait annoncé qu'elle s'attaquerait à "toute forme de violation des normes" dans l'espace virtuel. (L'agence IQNA - 26 décembre 2021)

Dans la lignée de ces propos, divers responsables du régime ont appelé à l'intervention de forces officieuses pour réprimer les femmes qui défient les règles du Hijab.

Le chef du Conseil islamique de Qom a déclaré : "Nous devons plus que jamais adhérer au principe de la promotion de la vertu et de la prohibition du vice." Il a ajouté que cela ne devait pas être considéré comme un "devoir gouvernemental" mais comme un "devoir public." (L'agence Mehr - 20 décembre 2021)

Le ministre de l'Intérieur : Si nous devons recevoir un coup, il viendra des femmes

Suite à ces appels, les agences de presse officielles ont rapporté le 28 décembre qu'une femme avait été arrêtée pour avoir affronté un mollah qui avait "promu la vertu". Le mollah l'avait frappée avec sa canne et lui avait dit de se couvrir. Au lieu de rester passive, la femme a répliqué en jetant son turban au sol et en le piétinant. Le clip vidéo est devenu viral.

Il convient de noter que le 9 décembre, lors du premier rassemblement national des directeurs généraux des affaires féminines et familiales des gouvernorats de province, le ministre de l'Intérieur du régime, Ahmad Vahidi, a déclaré : "Si la Révolution (lire : le régime clérical) devait [recevoir un coup](#), ce sera de la part des femmes." (Site Entekhab.ir - 19 décembre 2021)



Le ministre de l'Intérieur du régime, [Ahmad Vahidi](#), est l'un des fondateurs des services de renseignement du Corps des gardiens de la révolution (pasdarans). En 1988, il est devenu le premier commandant de la force Qods qui mène les opérations terroristes du régime à l'étranger. Vahidi fait l'objet de mandats d'arrêt internationaux. Il fait également partie des cerveaux et des auteurs de l'attentat contre le centre culturel juif AMIA en Argentine.